

Hautes-Alpes Tourisme et pastoralisme : l'enjeu de la cohabitation pour le parc du Queyras

Sujet majeur pour le parc national régional du Queyras, la cohabitation entre les différents acteurs de son territoire était à l'ordre du jour de son dernier comité syndical.

[Le Dauphiné Libéré](#)

Mardi 21 décembre, lors du dernier comité syndical du parc national régional du Queyras (PNRQ), il a aussi été question de la cohabitation dans les alpages entre pastoralisme et tourisme.

« Nous avons affaire à une nouvelle clientèle qui n'est pas forcément sensibilisée aux bonnes pratiques en montagne, et à l'environnement en général », indiquait Christian Blanc, président du PNRQ. Forte de ce constat, la structure souhaite renforcer son dispositif de médiation pour « aider à la cohabitation dans le territoire », précisait la directrice, Valérie Rivat.

« Énormément de travail a déjà été fait »

Depuis deux ans, des problèmes émergent plus fortement, notamment entre les touristes et les chiens de protection. À tel point qu'un dispositif expérimental a été mené conjointement avec la Direction départementale des territoires lors de l'estive 2021, sur l'alpage de Cugulet, dans le val d'Escreins. Il s'agissait de mieux faire cohabiter le monde pastoral, soumis à certains dispositifs pour faire face au retour du loup et les randonneurs à pied ou à vélo.

« Énormément de travail a déjà été fait par le Parc ces dernières années »,

soulignait Valérie Rivat, avec le réseau radio, les constats de dommage sur troupeaux réalisés par des agents du Parc, des carnets d'alpage qui permettent de transmettre la mémoire des lieux d'un berger à l'autre. Autant de pistes qui ont fait leurs preuves pour aider les bergers et qui sont prises en exemple par le groupe de travail parlementaire sur les chiens de protection et qui commencent à être répliquées dans d'autres territoires.

Des rencontres entre acteurs pour sensibiliser

Les journées de rencontre entre bergers et vacanciers sont aussi très prisées et permettent aux deux mondes d'apprendre à mieux se connaître et à se respecter. Il s'agirait maintenant - si les subventions demandées lors de cette séance étaient octroyées par l'État, la Région et le Département - de renforcer le dispositif en augmentant le nombre d'agents sur le terrain, en acquérant du matériel permettant de mieux comprendre comment se passent les attaques sur troupeaux et en faisant venir des spécialistes des canidés, afin de suivre les lignées de chiens de protection, pour une cohabitation plus harmonieuse avec les touristes. Le Parc souhaiterait que le travail mené pour le compte de l'État, à savoir les constats, soit soutenu financièrement, ce qui n'est pas le cas actuellement.

De nouvelles pratiques inattendues, comme la navigation sur les lacs, ou l'usage de drones ont également fait leur apparition dernièrement et ne contribuent pas forcément à la préservation de la biodiversité. Augmenter le nombre de maraudeurs sur le terrain devrait permettre de mieux sensibiliser le grand public, qui n'a pas forcément conscience de mal faire quand il marche sur les fragiles berges d'un lac d'altitude et qui est bien souvent prêt à modifier ses pratiques. Encore faut-il qu'il soit au courant de ce qu'induit son comportement.